

## COMPTE RENDU/BOOK REVIEW

**Marie-Blanche Tahon** (sous la dir. de), *Démocratie – Idéologie – Socialité. Autour de l'œuvre de Roberto Miguelez*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2007, 222 pp. \$CA 40,00 papier (978-2-7603-0667-7)

**A**vouons-le d'emblée: un certain malaise accompagne souvent la lecture de *festschrift*. Malaise de lire des textes achoppant sur l'hagiographie, ou, pire encore, sur la cécité, c'est-à-dire des textes qui ignorent tout simplement l'œuvre et la personne à l'honneur. Je me permets donc de rassurer le lecteur : ces *mélanges* offerts à Roberto Miguelez, professeur émérite de sociologie de l'Université d'Ottawa, évitent ces deux écueils et présentent plutôt des perspectives fécondes pour penser le politique *hic et nunc*. Comme le titre de l'ouvrage l'indique, le travail remarquable du professeur Miguelez se structure suivant trois pôles : la démocratie, l'idéologie et la socialité. À mesure que la trame de l'ouvrage parcourt ces trois pôles, les contributions montrent comment l'œuvre de Miguelez nous permet d'en comprendre les problématiques contemporaines. En guise d'« entrée en matière », Marie-Blanche Tahon présente le parcours biographique et intellectuel de Miguelez. À travers une histoire de vie riche en rebondissements (de Buenos Aires à Ottawa en passant par Paris) et en rencontres (J.-L. Borges?, Mario Bunge, Lucien Goldman, Claude Lévi-Strauss, Pierre Clastres, etc.) se dessine le portrait d'un théoricien rigoureux et stimulant, mais également, celui d'un esthète mû par la beauté de la vie.

Les deux premiers chapitres portent sur une question centrale de l'œuvre de R. Miguelez, la démocratie. Au premier chapitre, André Vachet dresse une savante fresque historique de l'idée et de la pratique de la démocratie de ses origines à nos jours. Selon lui, la démocratie dite « libérale » ressemble bien plus à une nouvelle idéologie, le « démocratisme », qu'à la forme éthique qu'elle prend lors de sa naissance en Grèce antique (p. 13). Le démocratisme moderne refuse l'éthique de l'individu grec » qui régit l'intégration de l'individu dans la société (p. 21), en raison de sa volonté de laisser libre cours aux désirs de « l'individu-proprétaire ». Le libéralisme neutralise ainsi la démocratie. Mais Vachet ne se contente pas d'effectuer une nécessaire critique du démocratisme, il propose des pistes de réflexion susceptibles d'ouvrir de nouveaux horizons politiques. Pour Joseph Yvon Thériault, la réflexion

de Miguelez sur la démocratie peut justement se comprendre comme une poursuite du projet démocratique au-delà du démocratisme actuel. Au chapitre deux, Thériault offre une analyse critique de la tentative de conjuguer la démocratie au socialisme dans le dernier ouvrage de Miguelez, *Les règles de l'interaction* (Québec, PUL, 2001). Pour Miguelez, il ne saurait y avoir de démocratie sans socialisme : seul l'arrimage de ces deux idéaux permet de réaliser le projet moderne de l'autonomie puisque la démocratie assure l'égalité des rapports dialogiques d'interaction tout comme le socialisme assure l'égalité au sien de la sphère des échanges économiques. Thériault reste toutefois sceptique devant la nécessité d'un tel arrimage. Le problème est que le socialisme donne un contenu précis à la démocratie alors que celle-ci est le règne de « l'inachèvement » (p. 42) au sein duquel les finalités de l'ordre social demeurent l'objet d'une production discursive quasi infinie.

Paule-Monique Vernes pose au chapitre trois l'importante question du juste dans le cadre de la société démocratique contemporaine alors qu'au chapitre quatre, sa collègue, Josiane Boulad-Ayoub, aborde celle de la justice sociale. P.-M. Vernes explore trois figures du « jeu du juste » : « imaginaire », « mimétique » et « prescriptif » (p. 48). La troisième, le jeu prescriptif, est la plus satisfaisante, car elle se meut sans modèle et prend source dans l'examen de cas concrets d'injustice. Elle a de plus le mérite de s'enraciner dans une affirmation de l'autonomie du sujet. Ainsi le jeu prescriptif assure-t-il la réalisation de la justice dans les limites de l'expérience humaine. Dans le contexte actuel marqué par la globalisation et le terrorisme, le jeu prescriptif ouvre à la poursuite de la quête sans fin du juste malgré le fait que le terrorisme fait radicalement fi de toute règle du juste. Dans une veine semblable, Josiane Boulad-Ayoub analyse la question de la justice sociale, prise entre les institutions démocratiques et les effets du néo-libéralisme. Pour J. Boulad-Ayoub, le néo-libéralisme tend à pousser « les agents sociaux à privatiser les droits et les conflits et à les retirer de ce fait du politique » (p. 63). Il en résulte alors une forte dépolitisation qui met en cause la possibilité même de justice sociale. Prenant pour témoin des exemples du Québec, elle montre que, dans le contexte du néo-libéralisme, il est impératif de lutter pour une politique de la résistance, seule à même de créer une « nouvelle donne sociale sous la promesse toujours renouvelée du plus grand bonheur pour le plus grand nombre » (7p. 8).

Aux chapitres cinq et six, Koula Mellos et Doug Moggach présentent des monographies consacrées respectivement à Emmanuel Levinas et à G.W.F. Hegel et qui analysent la question de la socialité, autre grand chantier de l'œuvre de Miguelez. Pour K. Mellos, l'œuvre de Levinas trahit de profondes ambiguïtés par rapport à la subjectivité moderne.

Sa philosophie de la différence n'arrive pas à se défaire de l'image du « soi » en tant qu'entité matérialiste, égocentrique et en proie au désir de maîtrise. K. Mellos déconstruit habilement la notion de travail chez Levinas et montre que ce dernier demeure incapable de penser le caractère intersubjectif du travail compris comme production (et non comme appropriation) tel que l'enseigne Karl Marx. Pour sa part, Doug Moggach nous invite à réexaminer l'œuvre de Hegel à la lumière des défis de notre époque. En tant que penseur du développement de la liberté par l'intersubjectivité rationnelle, Hegel offre de précieux outils pour quiconque souhaite combattre la dérive actuelle du néolibéralisme : « *[Hegel] identifies an ethical and political reality, which, he believes, can limit the dissolving effects of modern possessive individualism, as manifested in commercial relations* » (p. 101). Hegel pense ainsi le dépassement du règne de la nécessité en montrant la dimension éthique de la vie humaine.

Marie-Blanche Tahon explore, au chapitre sept, la question de l'égalité dans les rapports entre parents. Si la modernité politique entraîne la disparition théorique du patriarcat, il faut néanmoins attendre le mouvement de libération de la femme pour que les rapports entre parents deviennent égalitaires. Toutefois, M.-B. Tahon montre comment l'avènement de l'homoparentalité transforme radicalement les « règles de coopération égalitaire dans les rapports entre parents » (p. 138) puisqu'elle « suppose une articulation du biologique et du symbolique à laquelle ... nous ne sommes pas encore parvenus » (p. 142).

Viviana Fridman se penche sur le travail fictionnel de Miguelez au chapitre huit. Auteur de romans et de nouvelles écrits en espagnol, Miguelez incorpore à ses fictions les grandes thématiques de son œuvre de pensée. On retrouve notamment la question de la rationalité des acteurs face à l'irrationalité des systèmes, la violence d'État et la difficulté des rapports intersubjectifs. V. Fridman dégage un axe central à son œuvre romanesque : l'exploration des limites de la raison (p. 163). Force est donc de constater que Miguelez reste un penseur averti de la démocratie dialogique, conscient qu'il est du retour toujours possible de l'irrationnel.

Le dernier mot du livre revient à Roberto Miguelez lui-même qui précise l'idée de démocratie au cœur de son travail tout en répondant aux interrogations de ses interlocuteurs. Récusant le « démocratisme » monologique, Miguelez affirme que seule la démocratie dialogique est une « démocratie authentique » (p. 172). Or, le modèle monologique de la démocratie repose sur une conception de l'homme comme « être égoïste, calculateur, non social » alors que la conception dialogique pense l'humain comme « foncièrement social, potentiellement fraternel

et naturellement altruiste » (p. 180). Toutefois, la démocratie dialogique nécessite que le « contexte socio-économique ... soit conforme aux exigences de la liberté ». Ici, il semble bien que Miguelez soit d'accord avec l'injonction du philosophe allemand Oscar Negt qui, dans *L'espace public oppositionnel* (Paris, Payot, 2007), affirme haut et fort : « Pas de démocratie sans socialisme, pas de socialisme sans démocratie ». Or, cette contribution de Roberto Miguelez, tout comme ce *festschrift*, est à l'image même du professeur émérite de sociologie : raffiné, intelligent, élégant.

MARTIN BREAGH

YORK UNIVERSITY

Martin Breagh est professeur adjoint de théorie politique au Département de Science politique de l'Université York (Toronto) et chercheur associé à la Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie de l'Université du Québec à Montréal. Il est l'auteur de *L'expérience plébéienne. Une histoire discontinue de la liberté politique*, Paris, Éditions Payot-Rivages, coll. « Critique de la politique », 2007. Une traduction anglaise de cet ouvrage est en préparation à la *Columbia University Press*.